



Première conférence – du 27 au 29 mars 2019

Sommet euro-méditerranéen

Réactivation du processus de Barcelone, pour évoquer en deux sous-commissions les thématiques les plus brûlantes dans la région

Présidence :

Lara MUYO BUSSAC

Gaël GUTIERREZ

INTRODUCTION

Pendant des décennies, le discours de la politique méditerranéenne de l'Union européenne a été marqué par des objectifs liés à la création d'un espace de paix, prospérité, développement, stabilité et sécurité. La stratégie de l'UE pour atteindre ces objectifs n'est pas différente de celle menée dans d'autres endroits du monde et consiste principalement en accords commerciaux accompagnés d'une aide financière afin de conduire à un développement économique et social accompagné de réformes démocratiques et du respect des droits fondamentaux. Cependant, ces objectifs n'ont pas été accomplis ou du moins n'ont pas eu les effets attendus. En fait, ce sont les citoyens des pays du Sud de la Méditerranée, depuis le début des printemps arabes, qui sont descendus dans les rues pour demander des changements pour mettre fin aux gouvernements autoritaires et corrompus, responsables d'inégalités d'accès aux ressources et de participation politique exerçant un contrôle sur la population sans le respect de ses droits les plus fondamentaux.

Aujourd'hui la réalisation d'un espace méditerranéen de paix et de progrès semble encore plus difficile, c'est pourquoi aborder les possibilités d'avenir pour le développement de la région devient urgente. D'autant plus, ces dernières années, la région est devenue l'une des plus instables du monde, avec des conflits armés qui ont provoqué, ne serait-ce qu'en Syrie et en Libye, environ 350 000 morts, 7,6 millions de déplacés et 3,2 millions de réfugiés. Les violations des droits fondamentaux deviennent de plus en plus graves, le crime international organisé et le terrorisme international demeurent impunis et les gouvernements sont incapables de protéger la population et de contrôler le territoire à l'intérieur des frontières.

Dans le contexte actuel, il faut se demander: Dans quelle mesure la coopération Euro Méditerranéenne peut contribuer au développement du progrès et de la stabilité de la région? Nous ferons tout d'abord l'analyse de l'évolution des différents instruments de la coopération Euro Méditerranéenne pendant les quarante dernières années. Puis, nous verrons le nouveau cadre géopolitique et pour aborder les perspectives de la coopération Euro Méditerranéenne pour le développement de la région.

PARTIE I- L'évolution de la coopération Euro méditerranéenne:

L'UE et, avant, les Communautés européennes ont développé plusieurs cadres de coopération avec les pays du sud de la Méditerranée durant les quarante dernières années, pendant lesquelles les objectifs de démocratisation, le respect des droits de l'homme, la paix et la stabilité dans la région ont toujours été présents.

A- Des premières tentatives de coopération:

La première tentative de rapprochement des communautés européennes vers la Méditerranée s'est produite lors du célèbre dialogue euro-arabe entre 1973 et 1989. Une partie des États membres des communautés européennes étaient convaincus du besoin de stabiliser et d'améliorer les relations avec les nations arabes après la crise du pétrole, tandis que l'autre partie demande une politique européenne plus stricte par rapport à la question palestinienne. Néanmoins, les États membres, malgré les critiques des États-Unis et d'Israël, montrent une plus grande sensibilité à l'égard des droits et de la souffrance du peuple palestinien. En échange, ils échappent aux coupures de pétrole et voient augmenter les exportations de produits européens vers les États arabes. Cependant, à partir des années 1980, les crises apparues avec l'assassinat de Sadate en 1981 ou l'invasion du Liban en 1982, commencent à fragmenter le dialogue.

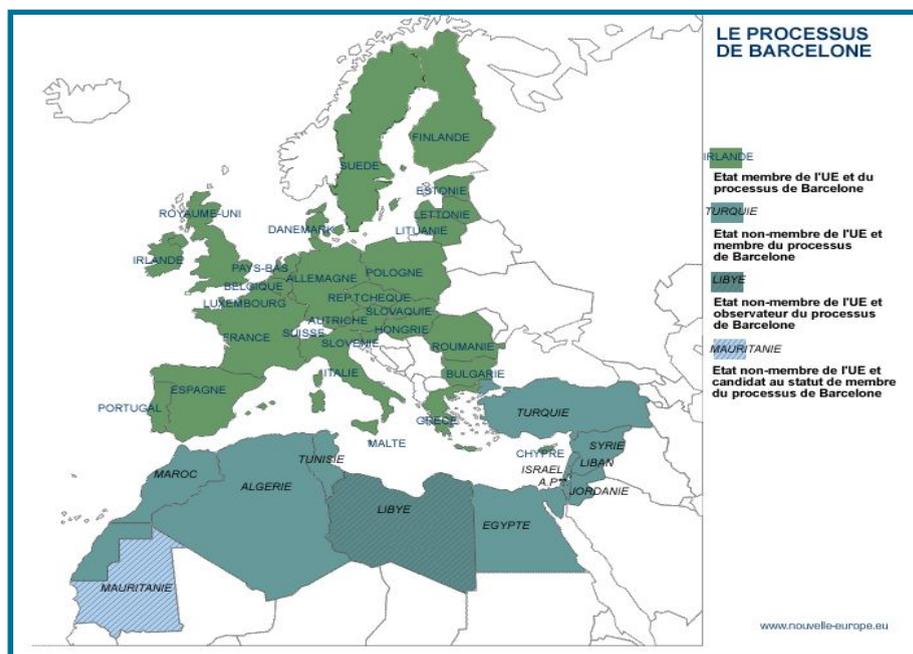
Les initiatives parallèles et postérieures au dialogue euro-arabe sont destinés à créer un cadre de coopération régional. Ainsi, une politique méditerranéenne globale pour les États méditerranéens du Sud (y compris les États qui avaient des aspirations de devenir membres des communautés européennes, comme Chypre, Malte et la Turquie), se développe entre 1972 et 1990. Cette politique leur offrait la possibilité d'accéder à des emprunts et à des aides de la Banque européenne d'investissement et à des accords préférentiels de commerce. Cependant, les exportations industrielles et agricoles des pays méditerranéens étaient soumises à certaines limites. De même, les investissements européens dans la Méditerranée n'ont pas été très significatifs.

La politique méditerranéenne globale réussit à augmenter le commerce entre les Communautés européennes et les voisins de la Méditerranée du sud, mais les réussites en matière de réformes politiques et de droits de l'homme n'ont jamais été perçues. C'est pour cela que ce cadre de coopération est révisé à travers l'initiative de la politique méditerranéenne rénovée. Ce nouvel instrument permet d'augmenter les montants des aides et des emprunts, d'améliorer l'accès des exportations en provenance des pays comme Israël et la Turquie, et permet de créer des fonds pour la réalisation de projets de développement

régional. Cependant les aspects relatifs à la démocratie et les droits de l'homme continuent d'être ignorés.

B- Le processus de Barcelone: une alliance reposant sur les principes de “paix, de stabilité et de prospérité”:

Les changements après la fin de la Guerre Froide amène l'UE à réviser la coopération avec les États de la rive sud de la Méditerranée. Un nouveau cadre de coopération se présente lors du Processus de Barcelone en 1995. Il s'agit de créer les conditions politiques nécessaires à la paix et à la stabilité de la zone à travers la création d'une Association Euro méditerranéenne. Sur le papier, la coopération Euro méditerranéenne débute avec des objectifs très ambitieux comme le renforcement du dialogue politique et de sécurité, le développement d'une association économique pour créer une zone de libre commerce ou le rapprochement entre les citoyens des deux rives à partir d'une approche culturelle, sociale et humaine.



Pays Membres du Processus de Barcelone

Cependant, malgré les investissements réalisés, des critiques sont adressées à la coopération euro méditerranéenne: la situation de pauvreté de la citoyenneté de la rive sud méditerranéenne ne se réduit pas et les changements politiques internes n'ont pas lieu. Néanmoins le Processus de Barcelone atteint l'objectif de renforcer les bases du changement politique, mais la politique élaborée après le 11 septembre affaiblit ces buts de démocratisation. Ainsi le Processus de Barcelone n'a jamais aspiré à contribuer aux réformes politiques dans les pays de la Méditerranée, mais plutôt au maintien de la paix et de la sécurité dans la région, même si ces aspirations se sont évanouies avec notamment la

paralysation des négociations du processus de paix palestinien-israélien mais aussi avec l'occupation de l'Irak en 2003 (création de la Stratégie de sécurité pour la Méditerranée par le Conseil européen) et celle de l'Afghanistan en 2011.

C- La Politique Européenne de Voisinage, une politique visant rapprocher l'Europe de ses voisins

La Politique européenne de voisinage (PEV) de l'Union européenne vise à rapprocher l'Europe de ses voisins, dans leur intérêt mutuel. Elle a été lancée en 2004 dans le but d'aider l'UE à soutenir et favoriser la stabilité, la sécurité et la prospérité dans son voisinage direct. La stabilisation de la région sur les plans politique, socio-économique et de la sécurité est au cœur de la politique de voisinage de l'UE. Cette dernière s'engage à soutenir le développement économique de ses pays partenaires et à améliorer les aspirations, les espoirs et les perspectives de la population locale, tout en continuant à insister sur la bonne gouvernance, la démocratie et l'État de droit. Cet engagement se traduit par la mise en œuvre de programmes et de projets régionaux et bilatéraux durables sur le terrain. Ainsi, la PEV propose quatre domaines prioritaires : la bonne gouvernance, visant à favoriser une société juste, inclusive et stable, dans le respect maximal des droits de l'homme et de l'espace pour la société civile ; le développement économique et social, notamment la création de possibilités d'emplois pour les jeunes, en tant que mesure clé pour la stabilisation économique dans la région ; la coopération dans le secteur de la sécurité, principalement dans les domaines de la prévention des conflits, de la lutte contre le terrorisme et de la lutte contre la radicalisation ; la migration et la mobilité, qui porte sur la mobilité, d'une part, et la migration irrégulière, la traite et le trafic d'êtres humains, d'autre part. Enfin, une attention particulière est également accordée à la sécurité énergétique et à l'action pour le climat.

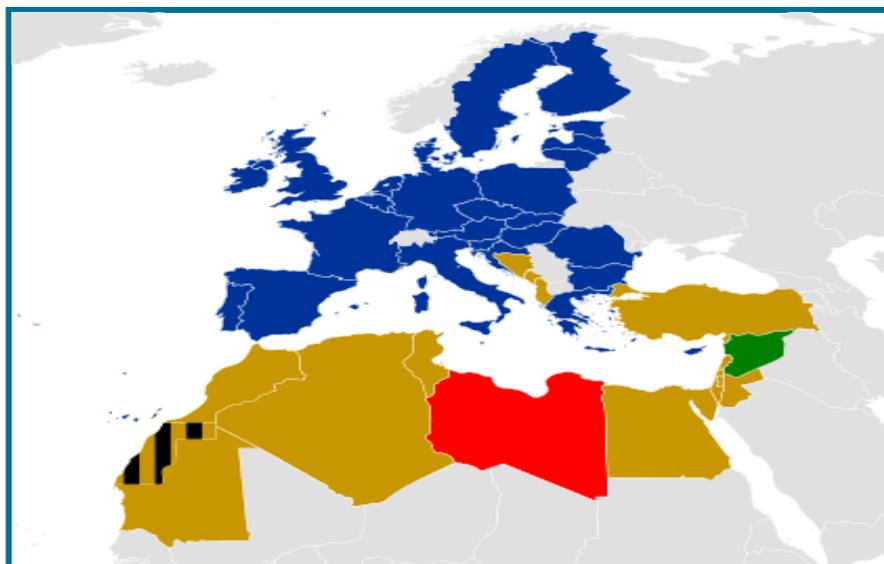
D- L'Union pour la Méditerranée: la relance du processus de Barcelone

En 2008, se produit une nouvelle révision de l'agenda européenne pour la Méditerranée. L'Union pour la Méditerranée (UpM) surgit comme un nouveau modèle de gouvernance alternatif à l'Association pour la Méditerranée (Processus de Barcelone) et la PEV (même si au début elle génère une série de réticences de la part d'autres États membres qui ne voient pas le besoin de changer les modèles des relations euroméditerranéennes). L'UpM a pour but de renouveler l'Association pour la Méditerranée, en la dotant d'un cadre de coopération plus intergouvernemental et flexible. Officiellement inauguré le 13 juillet 2008 lors du Sommet de Paris par Nicolas Sarkozy et interprété comme une renationalisation française de la politique méditerranéenne (même si en mars 2008 le Conseil Européen a accordé que l'UpM se placerait sous l'égide du Processus de Barcelone), l'UpM conserve l'esprit européeniste du processus ayant pour mission de renforcer la coopération et le dialogue régional et

promouvoir la mise en œuvre de projets régionaux concrets ayant un impact direct sur les citoyens, autour des trois priorités stratégiques: développement humain, stabilité et intégration régionale. La flexibilité a été la caractéristique clé de ce processus, tout en combinant des ressources publiques et privées pour faire face à de grands projets au niveau régional, essentiellement en matière d'infrastructures, d'environnement, d'énergie et d'éducation. Cette initiative complète le cadre des relations économiques, sociales et politiques initié dans le Processus de Barcelone.

Contrairement 'à ce dernier et au PEV, l'Union pour la Méditerranée dispose d'une architecture institutionnelle propre: D'abord, la tenue tous les deux ans des sommets des chefs d'Etat et de gouvernement qui auront la tâche de piloter l'Union pour la Méditerranée, ses grandes orientations politiques et stratégiques y compris les grandes priorités en termes de projets. En deuxième lieu, la mise en place d'une structure commune, le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, pour la promotion de grands projets transnationaux qui constituent l'objectif central de l'initiative (siège à Barcelone). Troisièmement, une coprésidence, une du côté des pays non membres de l'Union européenne et l'autre du côté de l'Union européenne . Finalement, la constitution d'un comité permanent de suivi, basé à Bruxelles, formé par des diplomates des pays partenaires en poste auprès des institutions européennes, pour faciliter des consultations régulières entre tous les pays.

Pays membres de l'UpM



	Membres de l'Union européenne		Autres membres		Membre suspendu
	Observateur				

Cependant, les enjeux auxquels l'Union pour la Méditerranée doit faire face sont de plus en plus complexes. Ainsi, l'Union Européenne, même si confrontée à des divisions politiques et aux défis du multilatéralisme et du démantèlement global, doit prendre l'initiative pour intensifier la coopération Euro-méditerranéenne afin de mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour répondre à tous ces défis.

PARTIE II- Les principaux enjeux auxquels se confronte l'Union pour la Méditerranée:

A) Les enjeux de l'immigration: :

Evolution de la situation dans la Méditerranée					
NOMBRE TOTAL D'ARRIVEES ET DE DECES EN MER 2017-2018					
	1 ^{ER} JANVIER - 25 NOVEMBRE 2018		1 ^{ER} – 25 NOVEMBRE 2018	1 ^{ER} JANVIER – 25 NOVEMBRE 2017	
Pays d'arrivée	Arrivées	Décès	Arrivées	Arrivées	Décès
Italie	23 009	1 277 (Itinéraire méd. centrale)	978	116 616	2 844 (Itinéraire méd. centrale)
Malte	1 182 (estimation OIM)		149	N/A	
Grèce	29 164 (au 20/11)	167 (Itinéraire méd. orientale)	1 661 (au 24/11)	26 897	61 (Itinéraire méd. orientale)
Chypre	930		184	501 (au 31/07)	
Espagne	51 984 (au 24/11)	675 (Itinéraire méd. occidentale)	3 583 (au 24/11)	15 982 (au 31/10)	174 (Itinéraire méd. occidentale)
Total estimé	106 269	2 119	6 555	159 996	3 079
<small>Les données sur les décès de migrants sont recueillies par le Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM Tous les chiffres sont des estimations minimales Le nombre d'arrivées est basé sur les données des gouvernements respectifs et des bureaux de l'OIM sur le terrain</small>					

1) Migration et crise des réfugiés dans l'UE-Med : à l'aube d'une ère de responsabilité partagée ?

Avec plus de 65 millions d'expatriés à travers le monde - une personne sur 113, l'UE-Med fait partie des régions avec le plus grand nombre de personnes déplacés.

Selon le HCR, à la suite du conflit syrien, qui entre dans sa sixième année, le nombre de réfugiés syriens avoisine les 5 millions, outre les 6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. La plupart ont traversé les frontières vers des pays voisins : la Turquie est

le pays qui accueille le plus de réfugiés dans le monde avec plus de 2,7 millions de Syriens ; Le Liban accueille le plus grand nombre de réfugiés par rapport à sa population (2,2 millions représentant environ 23% de la population libanaise), suivi par la Jordanie (plus de 600 000, représentant 10% de la population).

Les pays de l'Union européenne ont également dû gérer l'arrivée d'environ deux millions de réfugiés en 2015 et 2016. Au moins 1 million d'entre eux a traversé la Méditerranée vers la Grèce et l'Italie. Pendant ce temps, ces traverses ont engendré le plus haut taux de mortalité jamais atteint dans la région, soit plus de 8 000 personnes. Cependant, tous les pays de l'UE ne partagent pas le même nombre de réfugiés, avec une concentration plus élevée en Allemagne (0,54% de leur population), en Suède, en Grèce et en Hongrie (1,8% de sa population).

Dans cet environnement difficile, la région UE-Med se trouve plongée dans une crise aux multiples facettes.

Tout d'abord; les réfugiés, soit ceux de l'UE, soit ceux des pays voisins du sud, sont confrontés à une crise humanitaire, à des divisions familiales, à des conditions de vie extrêmes. Il est urgent de fournir des conditions de logement, d'alimentation et de vie de base pour ces personnes qui ont souffert de trajets difficiles et dont l'avenir est encore atténué.

Une pression sans précédent sur les pays voisins: Deuxièmement, l'arrivée de 4,8 millions de réfugiés qui échappent à la guerre en Syrie vers les pays voisins de la Méditerranée du Sud a créé une pression sans précédent sur les économies des pays d'accueil, souvent déjà en difficultés. Dans le cadre de leurs ressources limitées, des efforts régionaux et nationaux ont été déployés pour fournir des services d'hébergement et la prise en charge des besoins fondamentaux de ces personnes. Cependant, ces efforts sont loin d'être suffisants. En outre, les impacts économiques et sociaux de ces flux sont déjà ressentis dans les économies d'accueil: sur le plan économique, les impacts sur les marchés du travail, les ressources et la consommation ont créé des pressions sur les prix, comme en témoignent le Liban et la Jordanie. Sur le plan social, les pressions en termes de services scolaires et de santé sont croissantes.

L'Europe divisée sur la question des réfugiés: Troisièmement, les pays de l'UE qui accueillent les réfugiés doivent faire face à des divisions, entre eux et au sein de leurs populations, concernant l'impact des réfugiés sur leurs économies et sur la façon (ou la possibilité) de les intégrer dans leurs sociétés.

Certains voient ces flux comme une opportunité pour une Europe à démographie en pleine évolution pour combler les déficiences en matière d'emploi. D'autres les considèrent comme un défi socio-économique qui pourrait conduire à l'augmentation du chômage, à l'abaissement des salaires, à la pression sur les services sociaux, etc.

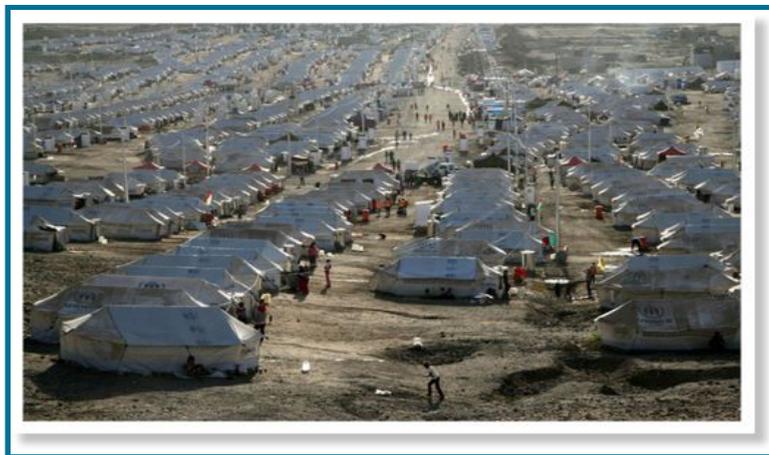
En outre, les problèmes de sécurité et de terrorisme ont été au cœur des débats en ce qui concerne les flux de réfugiés. Parallèlement, cette crise a accru les tensions entre les États

membres en raison du fardeau disproportionné auquel certains sont confrontés (par exemple, l'Italie et la Grèce). La crise des réfugiés a également affecté les politiques nationales de l'UE, les médias et les opinions publiques (cf. le Brexit).

Une responsabilité partagée à préserver: Quatrièmement, des actions concrètes ont eu lieu au niveau international (ONU, UE, OIM, etc.), régional, national et local. On notera en particulier les cinq points suivants : l'UE a réaffecté environ 120 000 réfugiés dans les États membres, dans l'objectif de responsabilité partagée ; L'UE a versé 1,1 milliard d'euros à la Jordanie et au Liban dans le cadre de l'aide humanitaire, de développement, de l'économie et de stabilisation ; les pays de la Méditerranée méridionale ont étendu leurs budgets pour accueillir les réfugiés ; l'OIM a uni ses forces avec la Commission européenne pour apporter un soutien accru aux réfugiés par différents moyens ; des efforts ont également été accomplis au niveau local, cependant ils restent insuffisants.

Par ailleurs, on observe un manque de coordination et d'engagement politique, ainsi qu'un manque de sensibilisation de certaines populations d'accueil à l'égard de la crise des réfugiés, qui s'ajoute à une situation déjà complexe.

De plus, il existe une responsabilité partagée à sauvegarder : il nous semble nécessaire d'éduquer et d'investir dans le capital humain syrien, afin d'éviter la perte d'une génération et fournir un espoir, aussi lointain soit-il, qu'un jour la paix sera rétablie et que la population reviendra pour reconstruire le pays.



[Champ de réfugiés syrien en Turquie](#)

B) Les Enjeux géopolitiques:

1) L'Union pour la Méditerranée avance envers et contre tout:

« Notre région n'est pas dans sa meilleure forme », soupire Ayman Safadi. Amer constat du ministre jordanien des affaires étrangères, lors de la conférence ministérielle qui réunissait le 8 octobre à Barcelone 13 ministres des affaires étrangères et des représentants des 43 pays membres de l'Union pour la Méditerranée (UPM). « La situation est bien pire aujourd'hui qu'il y a dix ans quand l'UPM a été créée », estime le ministre jordanien. Actuel coprésident de l'UPM aux côtés de la haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères, Federica Mogherini, il évoque « la véritable tragédie » qui se déroule en Syrie depuis sept ans, la crise libyenne ainsi que « l'absence dangereuse d'horizon politique pour le conflit israélo-palestinien ». « Dans la sous-région, au Moyen-Orient on perd espoir, et les radicaux s'emparent du désespoir », poursuit-il.

L'UPM n'est pas à l'abri des tempêtes qui dévastent le monde méditerranéen. Pour les 10 ans de l'institution qui siège à Barcelone, la seule perspective d'une déclaration commune des 43 pays a semblé mission impossible. C'est donc la coprésidence qui, dans ses conclusions, s'est exprimée au nom des ministres. Ceux-ci réaffirment « leur ferme volonté politique de promouvoir la coopération régionale » et reconnaissent l'UPM « comme une plateforme opérationnelle unique permettant d'intensifier les efforts conjoints pour relever les défis et créer des opportunités dans la région euro-méditerranéenne ».

Il n'empêche, Ayman Safadi en est le premier convaincu : « Sans l'UPM la situation serait encore pire. » L'UPM est en l'occurrence l'unique espace de dialogue et de coopération entre tous les États du pourtour méditerranéen. Celui où pays du Nord et du Sud parlent à égalité, où se côtoient experts et dirigeants politiques marocains et algériens, turcs et égyptiens, palestiniens et israéliens, etc. « Plus la discussion est difficile, plus elle est nécessaire. Sans l'UPM, ces acteurs ne se parleraient pas », abonde Federica Mogherini. Abderrahim Alfarra, ambassadeur palestinien auprès de l'UE, est le premier à s'en féliciter : « L'UPM est un lieu où la Palestine et Israël ont le même siège, le même poids, le même pouvoir. »

Après des années à se chercher et s'organiser, l'UPM en rade s'est enfin dotée d'une feuille de route, en janvier 2017, qui a remis l'institution sur les rails. Dans la foulée, une conférence ministérielle sur l'eau était organisée. « Cela nous a donné un mandat que nous attendions depuis l'échec de la conférence sur l'eau de 2010. » Le secrétaire général adjoint, Miguel Garcia-Herraiz, ne cache pas son soulagement face aux « vraies avancées depuis près de deux ans ».

L'UPM a pu depuis lors œuvrer en facilitateur pour mener à bien des projets. Ainsi le chantier d'usine de dessalement de l'eau de mer pour Gaza, qui fut « longtemps une chimère » selon Miguel Garcia-Herraiz, a pris tournure. La conférence des donateurs, en mars, a

permis de couvrir 80 % des 562 millions d'euros requis pour sa construction, dont le démarrage est attendu dans les mois à venir, à côté d'une petite unité de production déjà en service. « Israël s'est engagé à faciliter le chantier pour le passage des équipements et les besoins en électricité », précise Abdalrahim Alfarra.

2) Quelques conflits actuels:

En effet, aujourd'hui nombreux conflits persistent dans quelques pays situés dans le bassin méditerranéen:

La guerre civile syrienne — ou révolution syrienne — est un conflit armé en cours depuis 2011 en Syrie. Elle débute dans le contexte du Printemps arabe par des manifestations majoritairement pacifiques en faveur de la démocratie contre le régime baasiste dirigé par le président Bachar el-Assad. Réprimé brutalement par le régime, le mouvement de contestation se transforme peu à peu en une rébellion armée. Déclenché le 15 mars 2011, le conflit en Syrie n'a cessé de se complexifier et de s'internationaliser avec l'entrée en jeu de groupes djihadistes et de pays étrangers.

Les conflits: - Régime contre rebelles:

C'est le principal front. L'armée (300'000 hommes) et ses alliés combattent une myriade de groupes rebelles alliés à des djihadistes syriens et étrangers.

La plus importante alliance anti-régime est l'Armée de la conquête. Elle rassemble des islamistes, comme Ahrar al-Cham ou Faylaq al-Cham et des jihadistes notamment le Front Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra).

Les adversaires cherchent avant tout à s'emparer d'Alep (nord), deuxième ville du pays. Le régime veut reprendre aussi la Ghouta orientale, près de Damas, largement aux mains de Jaich al-Islam.

- Régime contre EI:

Le régime a chassé fin mars l'EI de la cité antique de Palmyre (centre), mais n'a pu le déloger de Tabqa, dans la province de Raqqa (nord).

- Régime contre Kurdes:

L'aviation syrienne a frappé les Kurdes pour la première fois à la mi-août. Elle a visé Hassaké (nord-est) mais les forces kurdes se sont emparées de 90% de la cité.

- Kurdes contre EI:

Depuis janvier 2015, les Kurdes ont chassé le groupe d'Abou Bakr al-Baghdadi des villes clés de Kobané et Minbej dans la province d'Alep, de Tall Abyad dans la province de Raqqa et de localités de la province de Hassaké.

Le principal parti kurde est le PYD (Parti de l'Union démocratique) avec sa branche Armée, les YPG (Unités de protection du peuple kurde). Les YPG dominent les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance antidjihadiste créée en octobre 2015 et qui comprend aussi des combattants arabes.

- EI contre rebelles:

Les rebelles ont été les premiers à combattre l'EI avant d'être défaits par les ultraradicaux.

Les forces en présence - REGIME: L'armée est appuyée par 200'000 supplétifs, notamment les Forces de défense nationale. A eux s'ajoutent le Hezbollah chiite libanais (entre 5000 et 8000 hommes) et des combattants iraniens, irakiens et afghans.

La Russie a lancé une campagne aérienne fin septembre qui a permis aux troupes d'Assad de repousser les rebelles dans les provinces d'Alep, Lattaquié (ouest), Damas et Deraa (sud) et l'EI à Palmyre.

L'Iran, principal allié régional, a envoyé des milliers de combattants et fournit une aide économique.

- REBELLES

Les rebelles dits modérés sont soutenus par les Occidentaux, notamment les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

Les rebelles islamistes sont aidés par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.

- KURDES

Les Kurdes sont épaulés par la coalition internationale dirigée par Washington depuis 2014 dans leur lutte contre l'EI.

- DJIHADISTES

Aucun pays ne soutient ouvertement le Front Fateh al-Cham et l'EI, groupes rivaux classés comme organisations "terroristes" par l'ONU. L'EI a pu s'auto-financer grâce à sa conquête de territoires riches en pétrole, en produits agricoles et en vestiges archéologiques.

Occupation du territoire:

- Régime (près de 35% du territoire)

M. Assad a perdu la majorité du territoire mais garde les zones stratégiques: Damas, Homs et Hama (centre), le littoral et une partie d'Alep où vivent près de 60% de la population.

- EI (près de 35%)

Malgré ses défaites depuis 2015, le groupe jihadiste domine l'est du pays, avec Deir Ezzor frontalière de l'Irak, la majeure partie de la province de Raqa (nord), et une présence dans les régions d'Alep, comme la ville d'al-Bab, de Hama, de Damas, Homs et dans le sud.

- Kurdes (18%)

Depuis 2014, les autonomistes ont conquis un vaste territoire dans les provinces de Hassaké, d'Alep et de Raqa. Ils contrôlent les trois quarts de la frontière syro-turque.

- Rebelles et Fateh al-Cham (12%)

Les rebelles ont reculé au nord d'Alep mais ont marqué des points fin août au sud.

L'Armée de la conquête domine l'ensemble de la province d'Idleb (nord-ouest).

Les objectifs de chacun:

- Régime

Bachar al-Assad, qui refuse de quitter le pouvoir, veut "reconquérir" toute la Syrie.

- Rebelles

Leur objectif est de renverser le clan Assad au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle. Fateh al-Cham lui aspire à un Emirat islamique.

- Kurdes

Les Kurdes ont auto-proclamé en mars une région fédérale et aspirent à une autonomie à l'instar du Kurdistan irakien.

- EI

Ce groupe, le plus redouté au monde en raison de ses atrocités, veut préserver son "califat" proclamé en 2014 à cheval sur la Syrie et l'Irak.

- Etats-Unis

Après avoir appelé au départ M. Assad, Washington se concentre sur la lutte anti-EI en s'appuyant notamment sur les forces kurdes, ce qui a envenimé ses relations avec la Turquie, son allié au sein de l'Otan.

- La Russie

Moscou refuse le départ de M. Assad par la force. Il veut une victoire diplomatique en menant à bien avec Washington des négociations entre régime et opposition, actuellement au point mort.

- L'Iran

L'Iran chiite veut jouer un rôle dans le monde arabe en s'appuyant sur un arc comprenant la Syrie, l'Irak et le Hezbollah.

- La Turquie

Ankara, qui considère le PYD et les YPG comme "terroristes", veut empêcher les Kurdes de relier leur territoire du nord-ouest au nord-est.

Le conflit Israélo-Palestinien: Le conflit remonte dans sa forme moderne à 1947 quand les Nations unies ont proposé la création de deux Etats, l'un juif et l'autre arabe, sur la Palestine sous mandat britannique, provoquant une éruption de violences entre Arabes et juifs, puis la première guerre entre Etats arabes et israélien au moment de la proclamation de l'État d'Israël en 1948.

En 1967, lors de la guerre des Six Jours, Israël a saisi par les armes la Cisjordanie et Jérusalem-Est, alors sous contrôle de la Jordanie, ainsi que la bande de Gaza, sous administration égyptienne. Il a depuis annexé Jérusalem-Est, site de lieux saints révéérés par les chrétiens, les juifs et les musulmans. Israël a affronté une nouvelle fois une coalition de pays arabes conduits par l'Egypte et la Syrie lors de la guerre du Kippour en 1973.

Cinq clés pour comprendre le conflit israélo-palestinien et la conférence de Paris



Israël continue à occuper la Cisjordanie mais a évacué unilatéralement en 2005 la bande de Gaza, dont le mouvement islamiste palestinien Hamas a pris le contrôle par la force en 2007. Le conflit a donné lieu à de multiples tentatives de paix. La solution de référence de la communauté internationale est la création d'un Etat palestinien qui coexisterait en paix et sécurité avec Israël.

Le règlement du conflit se heurte à des querelles qui paraissent de plus en plus insolubles pour certaines: la sécurité d'Israël, le tracé des frontières, le statut de Jérusalem, le droit au retour des réfugiés palestiniens ayant fui ou été chassés de leurs terres. Une large part de la communauté internationale s'inquiète du fait que la solution à deux Etats ne soit plus qu'un souvenir. La conférence de Paris vise à la ranimer.

Des discussions dans l'impasse: Les Palestiniens disent que des années de négociations bilatérales avec Israël n'ont servi à rien. Ils ont choisi d'internationaliser leur cause. Pour reparler au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le président palestinien Mahmoud Abbas exige un arrêt de la colonisation dans les territoires palestiniens, parmi

d'autres conditions. M. Netanyahu refuse toute condition préalable mais il réclame que les Palestiniens reconnaissent Israël comme un Etat juif.

Les Palestiniens refusent de crainte de sacrifier le droit au retour des réfugiés. Pour les deux, des facteurs intérieurs rendent toute concession ardue. M. Netanyahu est à la tête d'un des gouvernements les plus à droite de l'histoire d'Israël. Certains membres sont ouvertement opposés à un Etat palestinien et défendent ardemment la colonisation. M. Abbas n'a lui aucun contrôle sur la bande de Gaza, où le Hamas refuse de reconnaître Israël. Il est également largement déconsidéré auprès des Palestiniens.

La violence, les colonies: Après des années de lutte armée palestinienne, deux soulèvements populaires (intifadas), plusieurs guerres dans la bande de Gaza, les Territoires palestiniens, Jérusalem et Israël sont en proie depuis l'automne 2015 à un nouvel accès meurtrier de violences et à une succession d'attaques anti-israéliennes, le plus souvent par des jeunes isolés. Une semaine avant la conférence, un Palestinien a tué quatre soldats israéliens à Jérusalem avant d'être abattu. Israël accuse l'Autorité palestinienne d'encourager la violence et affirme que la conférence de Paris fait "reculer la paix".

Une grande partie de la communauté internationale redoute que la poursuite de la colonisation ne scelle le sort d'un éventuel Etat palestinien, tant ces implantations juives rongent le territoire occupé par Israël. Environ 600 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Le conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 23 décembre pour la première fois depuis 1979 une résolution condamnant la colonisation, grâce à l'exceptionnelle abstention américaine.

3)Le terrorisme Islamique:

Depuis 10 ans, 12 pays de l'UE ont été touchés par des attentats terroristes. Ceux-ci ont entraîné la mort de plus de 400 personnes. Malgré une intensité des attaques en déclin ces deux dernières années, le terrorisme reste une menace pour l'Europe.

L'antiterrorisme est avant tout une affaire d'Etats. Mais depuis la fin des années 1990, plusieurs instruments ont vu le jour pour coordonner leurs actions. C'est le cas d'Europol, qui fait le lien entre polices nationales et lutte depuis peu contre la propagande terroriste en ligne. C'est aussi le cas d'Eurojust, qui accompagne les enquêtes judiciaires, de Frontex, qui surveille les frontières extérieures de Schengen et de l'UE, ou encore de la base de données du Système d'information Schengen

Cependant, c'est surtout depuis les attentats du World Trade Center en 2001 et ceux de 2004 à Madrid et 2005 à Londres, que l'Union européenne s'est dotée d'instruments pour renforcer sa capacité d'action. Après les attentats de Madrid en 2004, un coordinateur antiterroriste a également été mis en place. Enfin, en 2016, les pays ont décidé de mieux partager les données des passagers aériens. Une mesure qui s'accompagne de garanties sur la vie privée.

Aujourd'hui, plusieurs projets sont en cours. Ils visent à renforcer la cybersécurité et à enrayer le financement du terrorisme. Un nouveau système d'enregistrement aux frontières doit aussi voir le jour d'ici 2020

Ainsi, les parlementaires euro-méditerranéens ont ainsi souligné que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme nécessite des réponses appropriées à l'évolution rapide des menaces terroristes, et la promotion du dialogue interculturel et interreligieux, en vue de faire face au radicalisme à travers une approche participative et préventive, axée sur l'adhésion des citoyens aux efforts et aux mesures engagés par les institutions de l'Etat, outre l'adoption de stratégies globales combinant les actions de prévention destinées à éliminer les facteurs et les causes de l'extrémisme et à tenir compte des impératifs de la préservation de la sécurité et de la stabilité.

C) Droits de l'Homme et Développement Humain:

L'UPM a pour objectif la démocratisation, le respect des droits de l'homme, la paix et la stabilité dans la région: Démocratisation....

1) Bâtir des sociétés fortes et inclusives pour l'ensemble des femmes et des hommes de la région euro-méditerranéenne

Les femmes et les jeunes, qui représentent plus de la moitié de la population, sont l'un des plus grands atouts pour la stabilité et le développement de la région euro-méditerranéenne.

Selon de récentes études, si la participation des femmes au marché du travail était égale à celle des hommes, le PIB de la région pourrait augmenter de 47 % au cours des dix prochaines années. Cela représenterait un impact économique d'environ 490 milliards d'euros par an pour la région.

En réponse à la dernière réunion ministérielle de l'UpM sur le « Renforcement du rôle des femmes dans la société », l'année 2018 verra le lancement de nouveaux projets régionaux, ainsi que la tenue de la 4e Conférence régionale sur l'autonomisation des femmes. Cette conférence, qui s'est tenu les 10 et 11 octobre à Lisbonne, est organisée par l'UpM afin d'encourager les initiatives en matière d'égalité des genres dans la région.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, l'Union pour la Méditerranée (UpM) s'associe au mouvement mondial de la communauté internationale en faveur des droits des femmes, de l'égalité et de la justice. Ces dernières années, l'UpM a mis l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes au coeur de sa stratégie régionale et de son programme de travail, reconnaissant que les femmes jouent un rôle essentiel dans la stabilité et le développement des sociétés et des économies.

Dans cette optique, l'UpM propose un agenda commun orienté vers l'action en faveur de l'autonomisation des femmes dans la région, comme convenu dans la déclaration signée par les ministres des 43 États membres lors de la 4e Réunion ministérielle sur le Renforcement du rôle des femmes dans la société, qui a eu lieu en novembre dernier au Caire.

Dans le cadre de cet agenda, l'UpM promeut plus de 25 projets régionaux axés sur le développement humain et intégrant une politique d'égalité des genres, tout en renforçant sa coopération avec l'ensemble des initiatives et organisations mondiales, régionales et sous-régionales. Par exemple, le Secrétariat général de l'UpM et l'Organisation mondiale de la santé travaillent ensemble pour promouvoir et lancer officiellement le projet « Droit des femmes à la santé (WoRTH) » le 5 avril 2018 à Marrakech. Le projet vise à soutenir les États membres de l'UpM dans le développement de plans nationaux qui facilitent l'accès aux services de prévention et de suivi des cancers chez la femme, comme le cancer du col de l'utérus et le cancer du sein. Plus de 45 000 femmes défavorisées (âgées de 25 à 65 ans) devraient faire l'objet d'un dépistage pour ces cancers, et être sensibilisées à l'importance de la prévention et aux risques.

L'UpM fournit également une plateforme régionale de dialogue entre les différentes parties prenantes sur les thèmes de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Cette approche holistique sera mise en avant lors de la 4e édition de la Conférence régionale de l'UpM sur l'Autonomisation des femmes, qui a eu lieu les 10 et 11 octobre 2018 à Lisbonne. La conférence a réuni des représentants des états membres, des organisations internationales, des acteurs régionaux ainsi que des représentants de la société civile de l'ensemble de la région euro-méditerranéenne afin d'identifier des voies concrètes pour renforcer le rôle vital des femmes en tant qu'agents du changement. Elle accueillera aussi un forum de la jeunesse pour l'égalité des genres et sera l'occasion du lancement du « Réseau pour l'égalité des genres dans la région méditerranéenne », une plateforme réunissant de jeunes dirigeantes méditerranéennes bénéficiaires du projet FAM labellisé par l'UpM, en vue de favoriser l'entrepreneuriat et les opportunités économiques, ainsi que le lancement de nouvelles idées et initiatives. Cette plateforme inclura des publications, des travaux de recherche et une collecte de fonds pour l'action sur le terrain. La Commission européenne devrait également démarrer une campagne de sensibilisation régionale axée sur la prévention de la violence contre les femmes et les jeunes filles.

« La parité entre hommes et femmes est nécessaire dans la région pour relever les défis urgents actuels. L'autonomisation des femmes est au cœur de l'agenda euro-méditerranéen, car, grâce à un environnement adéquat, les femmes peuvent jouer un rôle clé dans le développement et la stabilité socio-économiques. Nous devons donc bâtir des sociétés fortes et plus inclusives où toutes les femmes et jeunes filles jouissent des mêmes droits et opportunités que les hommes, » selon Laurence Païs, Secrétaire générale adjointe de l'UpM aux affaires civiles et sociales.

Les impasses politiques mises entre parenthèses, l'UPM peut continuer d'avancer de manière pragmatique. Sa nouvelle université EuroMed a ouvert ses portes à Fès avec un financement

public et privé marocain de 64 millions d'euros, un apport européen de 13 millions d'euros et un prêt de la Banque européenne d'investissement de 70 millions d'euros. Le projet Génération entrepreneur, dans le cadre de l'initiative méditerranéenne pour l'emploi, a profité à près de 80 000 étudiants de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Or réduire le chômage des jeunes, qui atteint des sommets dans cette zone, non seulement redonnerait espoir, mais aussi « pourrait augmenter le PIB de la région de plus de 20 milliards d'euros en 2018 s'il était divisé par deux », fait valoir le nouveau secrétaire général de l'UPM, l'Égyptien Nasser Kamel. Pierre Duquesne, délégué interministériel à la Méditerranée, est reparti rasséréiné de Barcelone, avec le sentiment d'un « nouvel engagement pour l'UPM ».

2) L'Union pour la Méditerranée : construire des ponts pour l'avenir

L'UpM offre un forum pour le renforcement de la coopération régionale, du dialogue et pour la mise en oeuvre de projets et d'initiatives concrètes ayant un impact tangible sur nos citoyens, notamment sur nos jeunes, afin de répondre aux trois objectifs stratégiques de la région : la stabilité, le développement humain et l'intégration.

Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée est la plateforme qui permet de rendre opérationnelles les décisions prises par les États membres, en mettant en oeuvre des projets stratégiques régionaux au moyen d'une méthodologie spécifique basée sur des réseaux multipartenaires dynamiques et sur l'échange de meilleures pratiques et de méthodologies innovantes. Actuellement, plus de 50 projets régionaux ont été labellisés par les États membres, pour une valeur de plus de 5 milliards d'euros, et se concentrent sur les domaines de la croissance inclusive, l'employabilité des jeunes, l'autonomisation des femmes et la promotion de la mobilité des étudiants ainsi que le développement urbain intégré et l'action pour le climat.

D) L'intégration économique et le développement durable: des projets pour l'avenir:

1)Le projet d'intégration des économies de la 'sous-région':

Le partenariat économique euro-méditerranéen vise à renforcer les échanges entre l'Union et sa périphérie sud. Dès l'origine l'UE vise à privilégier la voie économique, la libéralisation économique étant vue comme un préalable à l'ouverture politique. Les accords de libre-échange réalisés, ont pour but de passer d'un traitement commercial préférentiel pour les pays arabes de la Méditerranée à un échange réciproque pour stimuler la concurrence et les échanges, favoriser les investissements et les transferts de technologie et enfin provoquer la montée des économies. La stimulation de la croissance, porteuse d'emploi et d'augmentation du revenu par habitant, devait en retour favoriser l'émergence d'une classe moyenne

susceptible de modifier les équilibres socio-politiques et diminuer les inégalités intra territoriales. Le renforcement de l'intégration régionale passe également par le rapprochement des marchés des pays du Sud avec l'Union favorisant la création d'un grand marché au Sud plus intégré dans les échanges.

Ce partenariat économique est fondé sur la signature d'accords commerciaux (en vigueur dans tous les pays sauf en Syrie) impliquant un libre échange en matière industrielle avec l'Europe. Les deux premiers pays signataires, la Tunisie et le Maroc ont obtenu le statut de candidat au statut avancé qui leur permet à terme d'adhérer au marché intérieur. Néanmoins, ce partenariat implique également un dialogue politique et social, difficile en raison de la persistance de problèmes géopolitiques majeurs, de l'autoritarisme des Etats partenaires et aujourd'hui de transitions politiques conflictuelles.

Cependant, en matière économique, l'intégration régionale Nord/Sud a faiblement progressé. Qu'il s'agisse d'investissement ou de commerce, les partenaires méditerranéens comptent peu dans les échanges de l'Europe. Si le volume des exportations au sein de la région a augmenté d'environ 250 milliards de dollars à plus de 500 milliards entre 2001 et 2016, leur poids relatif dans le total des ventes à l'étranger des économies de la sous-région a passé de 31 % à un peu plus de 29 %. Les économies méditerranéennes sont donc moins bien intégrées entre elles que ce qu'il y a 15 ans. Le processus est donc plutôt un échec: la libéralisation et la coopération économique n'ont pas eut les effets attendus et ne sont pas parvenues à faire monter les économies de la périphérie sud de l'Union ni à diminuer les inégalités sociales. Cela est dû à deux raisons principales. La première, le maintien de barrières douanières (tarifaires et non tarifaires) et le manque d'infrastructures transfrontalières qui découragent les échanges et entravent le développement d'investissements. L'absence de diversification des économies concentrées sur des segments de marchés concurrents très réduits (tourisme ou textile) et la production de produits à faible ou moyenne valeur ajoutée, est un deuxième phénomène qui explique cette faiblesse. Néanmoins, le renforcement de ce commerce entre les pays Euro-méditerranéens a surtout bénéficié à l'Union européenne stimulant les exportations communautaires à destination des partenaires de la sous-région.



EU-Euromed "trade in goods" statistics			
Trade in goods 2014-2016, € billions			
Year	EU imports	EU exports	Balance
2014	139.4	177.5	38.1
2015	133.6	185.0	51.4
2016	131.9	186.8	54.9

Date of retrieval: 15/02/2017

[Balance commerciale entre l'UE et ses partenaires Méditerranéens](#)

2) Les priorités économiques de l'Union pour la Méditerranée: veiller sur le développement humain

Le partenariat économique euro-méditerranéen vise à renforcer l'intégration des pays dans l'économie et ainsi promouvoir le développement humain des différentes régions euro-méditerranéennes. Actuellement, elle a trois priorités principales en matière de développement économique.

Développement des entreprises et emploi: La région euro-méditerranéenne a l'un des taux de chômage les plus élevés au monde. Dans ce contexte, l'Union pour la Méditerranée (UpM) est engagée dans la mise en œuvre de projets et initiatives spécifiques basés sur le développement des entreprises, les opportunités d'emploi et les compétences relatives à l'employabilité. Ainsi, 80% des emplois sont créés par des PME dans la région euro-méditerranéenne et 70% de la population de cette région en âge de travailler a moins de 30 ans. L'accent est particulièrement mis sur les jeunes et les femmes, pour traiter des problématiques telles que la promotion de l'autonomisation socio-économique des femmes et l'amélioration de l'employabilité des jeunes. En effet, l'augmentation potentielle du produit intérieur brut de la région, si le chômage des jeunes est réduit de moitié s'élève à plus de 20 milliard d'euros. Une attention particulière doit être accordée aux très petites, petites et moyennes entreprises (PME), vecteurs d'innovation et de croissance économique dans la région méditerranéenne.

Enseignement supérieur et recherche: L'enseignement supérieur et la Recherche sont des outils essentiels pour bâtir un avenir méditerranéen commun et prospère. Ainsi, 32% des entreprises dans certains pays du Sud de la Méditerranée ont identifié les niveaux de qualification professionnelle comme étant le principal obstacle à l'embauche. La coopération régionale dans les domaines de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ainsi que dans la formation professionnelle et la mobilité joue un rôle essentiel dans l'élaboration d'un Agenda positif pour la Jeunesse dans la région méditerranéenne à travers ses efforts pour soutenir l'accroissement de l'employabilité, la promotion du dialogue interculturel et la prévention de l'extrémisme. On estime qu'entre 15% et 32% des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) originaires de pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ne sont pas scolarisés ou ne suivent pas d'études. Les activités de l'UpM visent également à contribuer à l'agenda mondial de développement et, en particulier, à atteindre certains des objectifs du développement durable (ODD) d'ici à 2030, à savoir l'objectif 4 : "Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie", et l'ODD 8.6, "Réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation".

Transport et développement urbain: L'accès simple et sûr à des flux de biens et de personnes sur terre et en mer est essentiel à la prospérité et à l'intégration dans la région. L'UpM est ainsi déterminée à développer un réseau d'infrastructures de transport efficace, intégré et durable grâce à une approche globale et intégrée en vue d'améliorer la connexion entre les transports dans la région euro-méditerranéenne. Ainsi, on estime que 80% de la

population des pays méditerranéens sera concentrée sur 10 % du territoire (essentiellement sur les littoraux) d'ici à 2030, et, aujourd'hui, 7% de la population mondiale est vit dans des zones urbaines de la région méditerranéenne, où l'augmentation rapide de la population urbaine constitue l'un des enjeux du développement urbain. L'urbanisation durable est essentielle pour lutter contre le changement climatique, et les villes sont de potentiels moteurs de développement durable, de croissance économique et de stabilité. Dans cette optique, l'UpM travaille en vue de mettre en œuvre son agenda urbain pour la région méditerranéenne en suivant une approche coopérative qui souligne les efforts conjoints des gouvernements, des autorités locales et régionales, des acteurs financiers et de l'ensemble des citoyens, avec pour objectif final d'améliorer la qualité de vie des zones urbaines méditerranéennes en assurant que la croissance urbaine se traduit en opportunités et croissance économique. En effet, 3,6% des échanges commerciaux régionaux et 6,5 des exportations pourraient être le résultat de la facilitation des échanges commerciaux et des améliorations de infrastructures et des transports à venir.

3)Le rôle de l'UpM dans le développement durable de la région:

L'UpM s'engage à suivre les objectifs de développement durable en matière de protection de l'environnement et accès aux ressources établis par les États membres des Nations Unies et qui sont rassemblés dans l'Agenda 2030.

Eau, Environnement et économie bleue: L'UpM promeut la coopération régionale pour protéger la mer Méditerranée et les ressources naturelles des pays qui composent sa région, et soutient les partenariats inspirés de ses principes d'économie circulaire verte/bleue . Protéger la mer Méditerranée et son environnement en contribuant aux efforts de dépollution et de prévention de la pollution dans la région semble prioritaire. Ainsi, le coût estimé du nettoyage des déchets marins s'élève à 630 millions d'euros par an .Les menaces environnementales graves, notamment la pénurie d'eau, font peser un risque sur ce potentiel. L'accès durable à l'eau, son approvisionnement et son utilisation sont des sources de préoccupation majeures. Les zones situées à proximité des rives sud et est de la Méditerranée connaissent parmi les plus graves pénuries d'eau du monde. Ainsi, plus de 150 millions de personnes se retrouvent confrontées à un stress hydrique et à des problèmes de pollution



[Le grave problème de la pollution plastique dans la Méditerranée](#)

Energie et action pour le climat: Les pays méditerranéens sont aujourd’hui confrontés à des enjeux communs sur l’énergie et le climat, qui requièrent des réponses et actions collectives de haut niveau. Une coopération renforcée dans les secteurs de l’énergie et de l’action pour le climat est nécessaire. Ainsi, la méditerranée est confrontée à une augmentation de la température entre 1° et 1,5° dans la région par rapport aux niveaux pré-industriels. La demande en énergie croît exponentiellement, on estime qu’en 2040 la demande en énergie sera presque deux fois supérieure à celle qu’on a aujourd’hui. Le Secrétariat général de l’Union pour la Méditerranée est une plateforme unique visant à faciliter et à promouvoir le dialogue et la coopération au niveau régional, ainsi que des initiatives et des projets concrets dans les domaines de l’énergie et de l’action pour le climat afin de répondre aux enjeux liés à l’énergie et au changement climatique dans la région tout en se rapprochant de modèles d’énergie plus sûrs et plus durables.

